



**HAL**  
open science

**”Faire l’économie de la révolution”. Le mouvement  
ouvrier français à la recherche de ses économistes  
(1920-1939)**

Simon Godard

► **To cite this version:**

Simon Godard. ”Faire l’économie de la révolution”. Le mouvement ouvrier français à la recherche de ses économistes (1920-1939). Danièle Fraboulet ; Philippe Verheyde. Pour une histoire sociale et politique de l’économie, Éditions de la Sorbonne, 2020, 979-10-351-0590-7. halshs-03046970

**HAL Id: halshs-03046970**

**<https://shs.hal.science/halshs-03046970>**

Submitted on 16 Oct 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## « Faire l'économie de la révolution ».

### Le mouvement ouvrier français à la recherche de ses économistes (1920-1939).

Simon GODARD

Dans un article publié le 11 août 1936 dans le journal *L'Humanité*, Jean Bruhat écrivait :

*« Peut-on à l'heure présente négliger l'économie politique, alors que tout nous y ramène : augmentation des salaires, semaine de quarante heures, congés payés, vie chère, etc. ? L'économie politique est une science qui a mauvaise réputation. Elle est présentée le plus souvent sous une forme obscure – et pourtant elle traite de problèmes essentiels : la naissance, la vie et la mort des différentes formes de société. L'économie politique ne peut pas être une “science en soi”. Il y a une économie politique bourgeoise et une économie politique marxiste »<sup>1</sup>.*

L'historien, membre du Parti Communiste Français (PCF) et collaborateur régulier du quotidien, dresse ici un constat intéressant. À une période avancée des années 1930, alors que le modèle économique soviétique s'est stabilisé pour s'incarner dans la socialisation des moyens de production associée à une économie centralement planifiée<sup>2</sup>, la réflexion théorique sur l'économie semble en retard chez les marxistes français. Si les économistes ont été les premiers intellectuels à discuter la pensée marxiste en France dès les années 1870<sup>3</sup>, philosophes et sociologues dominant son exégèse dans les milieux communistes de l'entre-deux-guerres<sup>4</sup>. Bruhat plaide donc pour la transmission aux militants par le Parti d'une culture économique fondamentale. Tout le paradoxe de cette culture réside alors dans son caractère scientifique affirmé, qui la rapproche de l'économie politique « bourgeoise », combiné à une politisation des savoirs produits et transmis dans l'espace communiste et à la revendication de leur utilité immédiate dans la lutte socio-économique et politique de la classe ouvrière.

Cette tension parcourt toute la période de l'entre-deux-guerres et lui donne son originalité. Elle permet d'interroger les modalités de l'élaboration d'une culture économique ouvrière en France, les institutions dans lesquelles celle-ci est pensée, les dynamiques sociales de sa diffusion, et d'interroger l'historicité de la fonction d'économiste communiste.

---

<sup>1</sup> Jean Bruhat, *L'Humanité*, édition du 11 août 1936, p. 4.

<sup>2</sup> Bernard Chavance, « La théorie de l'économie socialiste dans les pays de l'Est entre 1917 et 1989 », in Alain Béraud et Gilbert Faccarello (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, vol. 2, Paris, La Découverte, 1993, p. 235-262.

<sup>3</sup> Jacqueline Cahen, « La réception de l'œuvre de Karl Marx par les économistes français (1871-1883) », *Mil neuf cent*, n° 12, 1994, p. 19-50.

<sup>4</sup> Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme en France. Philosoviétisme et sciences humaines 1920-1939*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

Une expertise professionnelle est reconnue aux économistes de parti dans le champ académique après 1945<sup>5</sup>, l'économie communiste suivant le modèle académique dominant d'alignement sur les sciences expérimentales et de désencastrement du champ des sciences sociales à des fins de légitimation politique<sup>6</sup>. La catégorie « d'économiste » communiste s'avère en revanche d'un emploi plus problématique dans l'entre-deux-guerres. Ceux-ci doivent alors être appréhendés comme des anti-élites et des experts par défaut. Refusant leur transformation en cadres étroitement spécialisés, les acteurs de la construction d'une culture économique marxiste font alors preuve d'une réelle autonomie, pour partie liée à l'absence de toute section économique au sein du PCF jusqu'en 1947, à l'autonomie de la Confédération Générale du Travail (CGT) et de ses structures de formation militante, et au manque de culture économique des cadres dirigeants<sup>7</sup>.

Alors que l'œuvre de Marx n'offre pas de théorisation positive de ce que pourrait être l'économie politique du communisme, et que les économistes soviétiques ne diffusent via l'Internationale qu'une analyse de la crise finale du capitalisme, en décalage avec l'expérience économique des ouvriers français dans l'entre-deux-guerres<sup>8</sup>, il s'agira de se demander pourquoi le PCF – et dans une moindre mesure la CGT, en amont et en aval de sa réunification en 1935 – identifient la nécessité de parler d'économie à leurs militants. A qui est confiée cette tâche, de quelles marges de manœuvre disposent ces acteurs et que disent-elles des rapports entre l'espace français et l'internationalisme communiste dans la réflexion économique ? Est-il enfin possible d'interroger non seulement les objectifs et les modalités, mais aussi le succès ou l'échec de l'entreprise ? Jacques Solomon lui-même, principal enseignant en économie de l'Université ouvrière, note en effet que « *l'on entend des camarades dire après avoir assisté à ces cours trop difficiles pour eux que l'on peut être un bon militant sans connaître la différence qu'il y a entre le capital variable et le capital constant* »<sup>9</sup>.

Nous interrogerons d'abord la négociation de la fonction du savoir économique dans le mouvement ouvrier français avant d'analyser l'insertion d'un cercle étroit d'anti-élites dans une circulation transnationale de savoirs économiques à l'échelle du système-monde communiste.

---

<sup>5</sup> Thierry Pouch, *Les économistes français et le marxisme*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001.

<sup>6</sup> Vincent Gayon, Benjamin Lemoine, « Maintenir l'ordre économique. Politiques de désencastrement et de réencastrement de l'économie », *Politix*, n° 105, 2014/1, p. 7-35.

<sup>7</sup> La création d'une modeste section économique au sein du PCF en 1947 est racontée par Henri Claude, cf. Archives départementales de Seine-Saint-Denis (noté *infra* AD93), AD93/353J-8, « Souvenirs de militants ». Le manque de culture économique caractérise aussi les leaders socialistes, cf. Nicolas Roussellier, « La culture économique de Léon Blum : entre libéralisme juridique et socialisme », *Histoire@Politique*, n° 16, 2012/1.

<sup>8</sup> Serge Wolikow, « Les élites du Komintern face à la grande crise des années 1920 aux années 1930 », in Laurent Coste et Sylvie Guillaume (dir.), *Élites et crises du XVI<sup>e</sup> au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 331-349.

<sup>9</sup> AD93/374J-3, « Notes de cours à l'UO », Carnet « Économie politique 1 ».

## I. Les savoirs économiques du communisme, entre agit-prop et nouvelle culture scientifique

### 1°) Agir contre l'inculture militante en économie

Du plus bas échelon au plus haut niveau de l'appareil militant, le manque de culture économique est largement déploré par les partis communistes français et allemand dans les années 1920. Le tournant de la bolchévisation adopté par le V<sup>ème</sup> Congrès de l'Internationale en 1924 n'améliore pas la situation, puisqu'il éloigne de nombreux intellectuels du Parti et n'est pas compensé par la diffusion depuis Moscou d'une culture économique structurée. L'instrumentalisation des réflexions économiques à des fins politiques coïncide à l'Internationale à la fin des années 1920 avec un « appauvrissement intellectuel à la fois subi et revendiqué »<sup>10</sup>. L'opportunité même d'un enseignement de l'économie au sein des instances du Parti fait alors encore débat. Si Maurice Thorez dénonce « la lenteur de notre Parti à réagir devant des situations économiques et politiques » lors d'une réunion du Comité central en 1927 et l'attribue à la faiblesse idéologique des cadres, Julien Racamond présente au même comité une intervention sur le chômage dans laquelle il souligne s'en tenir aux informations publiées par *L'Humanité* « car il est logique que le journal du Parti apporte à tous les militants l'ensemble de la documentation dont ils ont besoin »<sup>11</sup>. Ce dernier, influent dans le Parti et le syndicat, semble considérer la formation économique des cadres comme superflue. Auguste Vassart, ancien leader de la CGTU, déplore encore en octobre 1936 cette « nonchalance » persistante et la négligence des cadres du Parti envers les questions économiques<sup>12</sup>.

La formation militante inaugurée par le PCF dans l'entre-deux-guerres rompt avec les objectifs d'éducation intégrale fixés à l'éducation ouvrière par les Universités populaires, les Bourses du travail et la CGT au tournant du siècle<sup>13</sup> et se tourne vers l'agit-prop<sup>14</sup>. Alfred Kurella, qui dirige la section d'agit-prop à Moscou avant d'être envoyé en France par l'Internationale en 1924 pour établir un système d'enseignement interne au Parti, y intègre pourtant des enseignements d'économie. Ceux-ci prennent une importance croissante au tournant des années 1930 et sont organisés par Victor Fay, tant dans les écoles du Parti – qui visent la formation de cadres – que

---

<sup>10</sup> Serge Wolikow, « Les élites du Komintern... », *op. cit.*, p. 338.

<sup>11</sup> AD93/3MI6-30-204, Procès-verbal de la réunion du Comité central, 13.1.1927, f. 261, f. 273.

<sup>12</sup> AD93/3MI6-124-783, Procès-verbal de la réunion du Comité central, 16.10.1936, f. 179.

<sup>13</sup> Nathalie Ethuin, Karel Yon, « Les mutations de l'éducation syndicale : de l'établissement des frontières aux mises en dispositif », *Le Mouvement social*, n° 235, 2011/2, p. 3-21 ; David Hamelin, « Les Bourses du travail : entre éducation politique et formation professionnelle », *Le Mouvement social*, n° 235, 2011/2, p. 23-37.

<sup>14</sup> Yasmine Siblot, « Ouvriérisme et posture scolaire au PCF. La constitution des écoles élémentaires (1925-1936) », *Politix*, 58/15, 2002, p. 167-188.

dans les universités ouvrières au recrutement plus ouvert, mises en place par le PCF et la CGTU à compter de 1932. Selon Victor Fay, « la colonne vertébrale de l'Université ouvrière devait être l'économie politique ». Le militant, qui enseigne sous le pseudonyme de Victor Bru jusqu'en 1934, définit cependant cet enseignement comme un outil d'agit-prop, et non comme un véritable apprentissage théorique permettant la formation de futurs économistes de Parti. La description qu'il donne de ses cours rappelle aussi combien l'absence d'une section économique au PCF dans l'entre-deux-guerres limite les possibilités de développement d'une expertise partisane :

*« À mes cours d'économie politique (ou plutôt à mes "meetings"), près de 450 personnes étaient en permanence au rendez-vous (...) Le succès de mes cours venait, je pense, du sentiment de libération que les élèves y ressentaient ; ils se savaient exploités, mais là, ils découvraient comment »<sup>15</sup>.*

L'instrumentalisation politique du savoir économique paraît ici constituer l'unique objectif de l'apprentissage économique, par ailleurs basé sur la lecture de brochures ne comptant pas parmi les textes théoriques les plus construits de Marx, comme *Salaires, prix et profit*. Loin de viser des objectifs académiques de formation d'une élite économique partisane, les « meetings » de Fay ont pour but d'inculquer des mots d'ordre, plutôt qu'une démarche d'analyse.

## 2°) Vers une véritable culture économique communiste

À l'agit-prop des années 1920, succède dans les années 1930 une entreprise d'éducation ouvrière plus poussée qui, tout en partant des connaissances économiques préalables des ouvriers (comme « l'échelle mobile des salaires » en 1936), vise à assurer une montée en généralité susceptible de structurer une économie politique du communisme, scientifique et politisée. Des groupes de recherche sont ainsi établis par le PCF et la CGT avec la création en 1930 par le Comité central du Cercle d'études marxistes, dont l'une des trois sections est consacrée aux questions économiques, et du Bureau d'études économiques de la CGT en 1934<sup>16</sup>.

C'est cependant sur la revalorisation d'une formation généraliste et ambitieuse, destinée à un public plus large et redonnant une place aux intellectuels de parti dans l'éducation ouvrière, que nous souhaitons revenir ici. Deux institutions bien connues, mises en place en 1932 :

---

<sup>15</sup> Victor Fay, *La flamme et la cendre. Histoire d'une vie militante*, Vincennes, Presses Universitaires de Vincennes, 1989, p. 93-94.

<sup>16</sup> AD93/3MI6-68-451, Rapport sur le Cercle d'études marxistes, f. 68-76.

l'Université ouvrière (UO) du côté du Parti communiste et de la CGTU<sup>17</sup>, et le Centre confédéral d'éducation ouvrière (CCEO) et l'Institut supérieur ouvrier (ISO) pour la CGT<sup>18</sup>, assurent la diffusion de cette culture ouvrière politisée. Un cours d'économie politique fait d'emblée partie du tronc commun de tout cursus à l'UO, cette discipline étant considérée avec la philosophie et l'histoire comme science au fondement du marxisme-léninisme. Ce cours est – et c'est notable – demandé par les élèves eux-mêmes au CCEO. D'abord proposé uniquement à l'ISO et au CCEO à Paris, l'enseignement d'économie politique est dupliqué dès 1933 dans sept des vingt Collèges du travail établis en province par la CGT<sup>19</sup>. D'un point de vue quantitatif, ces nouvelles structures de diffusion d'une culture ouvrière indirectement contrôlée par le Parti et les syndicats sont un succès. Elles élargissent l'audience des idées, notamment économiques et communistes, au-delà des seuls cercles militants.

Évolution des effectifs du CCEO et de l'UO entre 1932 et 1938<sup>20</sup>.

Année scolaire	CCEO-ISO	UO (total des inscrits / moyenne mensuelle des étudiants présents aux cours)
1932-1933	818	1250 / 560
1933-1934	2088	2118 / 661
1934-1935	3650	2292 / 762
1935-1936	5166	4377
1936-1937	1338 <sup>21</sup>	
1937-1938	Inconnu	
Total	> 13 000	> 10 000

Les enseignements proposés révèlent un réel souci pédagogique. Tout en se mettant au niveau des ouvriers, l'enseignant a pour mission d'établir un dialogue scientifique qui permet de

<sup>17</sup> Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme en France...*, op. cit., p. 131-142.

<sup>18</sup> Morgan Poggioli, « Le Centre confédéral d'éducation ouvrière : un mouvement d'éducation populaire dans les années 1930 », in G. Brucy, F. Laot et E. de Lescure (dir.), *Mouvement ouvrier et formation. Genèses : de la fin du XIXe siècle à l'après Seconde Guerre mondiale*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 111-126.

<sup>19</sup> Archives de la CGT (noté *infra* IHS-CGT), 97CFD28-8, Rapport sur l'activité du CCEO, 8.6.1934, p. 3, 8, 13.

<sup>20</sup> L'Université de la CGT n'accueille que quelques dizaines de militants et relève du système de formation des cadres mis en place dans les écoles de Parti du PCF. Elle est exclue de ce décompte.

<sup>21</sup> Estimation minimale comprenant les étudiants parisiens uniquement, dont 370 dans les Collèges du travail, 316 à l'ISO, 202 inscrits aux cours par correspondance avec correction des devoirs, 450 sans correction.

généraliser – et de politiser – des expériences individuelles. Jacques Solomon, qui enseigne l'économie politique à l'UO à partir de 1935, note ainsi dans ses carnets qu'il faut partir des « idées économiques qu'apportent les élèves, acquises plus dans la vie quotidienne que par l'étude et qui les placent souvent, contre leur volonté, sous l'influence des idées économiques dominantes »<sup>22</sup>. L'économie politique marxiste a donc des prétentions scientifiques et doit déconstruire les analyses des rapports de production capitalistes que les ouvriers expérimentent au quotidien. Si Solomon, docteur en physique, a d'abord quelques difficultés à rendre son enseignement concret aux élèves<sup>23</sup>, il fixe néanmoins comme objectif à son cours d'économie politique d'être une « étude scientifique. En rapport avec la réalité vivante, mais pas destinée à être transformée en exposé d'agitation »<sup>24</sup>.

La culture économique transmise à l'UO est bien appréhendée d'abord comme une pédagogie pratique, accessible à des élèves ouvriers, mais elle n'est pas réductible à ce seul souci didactique. Jacques Solomon propose une analyse rigoureuse des concepts marxistes, construite autour de sa propre étude des textes fondateurs dont il tire un savoir théorique permettant aux élèves de réfléchir sur le fonctionnement de la société. L'objectif affiché est de permettre d'abord la compréhension scientifique de mécanismes économiques pour leur donner ensuite une dimension politique, plutôt que de s'en tenir à un discours d'abord politique sur l'économie. Au lieu de parler comme le font les élèves, mobilisant leur expérience quotidienne et leur lecture des journaux, de « la vie chère », des « deux-cents familles » ou du « mur de l'argent », le cours d'économie politique marxiste de l'UO doit leur permettre d'analyser l'exploitation capitaliste (à travers la compréhension de notions comme le temps de travail socialement nécessaire, la plus-value), les crises comme crises de sous-consommation, etc. Quand Solomon introduit pour la première fois une question pratique dans le contrôle de la dixième séance de son cours de l'année 1934-1935, il interroge les élèves sur le calcul de la plus-value, du taux de profit, du temps de travail socialement nécessaire et de surtravail en donnant dans son exercice la valeur et la composition (constant, variable) d'un capital, le taux de plus-value et la durée de la journée de travail. Cette question, dont la résolution est mécanique mais technique, révèle le niveau d'exigence élevé du cours pour des ouvriers. Bien que Solomon soit attentif à transmettre des contenus théoriques qui ne rebutent pas les élèves par leur difficulté, le faible taux d'ouvriers physiquement présents aux cours (moins de 50%) souligne combien le succès apparent de ces

---

<sup>22</sup> AD93/385J-1, chemise 4, Feuilles manuscrits, « 1<sup>ère</sup> leçon. L'économie politique. Son objet. Plan du cours », p. 5.

<sup>23</sup> Témoignage de Fritz Glaubauf cité par Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme en France...*, op. cit., p. 137.

<sup>24</sup> *Idem*.

formations est obtenu grâce aux cours par correspondance. Cette distance conduit cependant à s'interroger sur la capacité des ouvriers français à assimiler véritablement cette culture économique, et sur la capacité de l'UO ou du CCEO à former des experts de l'économie communiste issus du monde ouvrier.

### 3°) L'économie politique des communistes, une culture disputée

La concurrence entre l'UO et le CCEO (qui tourne au profit du second à compter de 1934) est forte pendant l'entre-deux-guerres et jusqu'après la réunification syndicale de 1935 entre CGT et CGTU. Elle participe d'une fragmentation des savoirs économiques transmis aux ouvriers, dont l'intrication avec des discours politiques divergents complique encore la transmission d'une culture spécifiquement économique.

Dans leur production de savoirs sur l'économie, le PCF et la CGT s'opposent en effet dans les années 1930 autour de la question de la planification. Adoptée en URSS en 1928, la planification centralisée est alors rejetée par les partis communistes occidentaux au motif que les conditions politiques de sa mise en œuvre ne sont pas réunies et que les nationalisations envisagées par les socialistes sous le Front populaire ne constitueraient qu'une fiction d'économie communiste. À l'inverse, le mouvement planiste domine la pensée économique théorisée au CCEO et à l'ISO par Lucien Laurat et Jean Duret<sup>25</sup>. Évoquant finalement l'économie planifiée soviétique comme modèle d'économie communiste en actes lors de son dernier cours de l'année 1935, Jacques Solomon critique les planistes qui accommodent l'outil du plan dans le monde capitaliste. La question de contrôle du cours se veut polémique :

*« Certains propagandistes du plan de la CGT affirment que l'établissement de monopoles d'État dans les grandes branches de la production française sans révolution sociale rendrait cette production semblable à la production soviétique. Qu'en pensez-vous ? »<sup>26</sup>.*

Maurice Thorez lui-même note en octobre 1936 combien la théorisation d'une économie politique du communisme est complexe et alors en déphasage avec l'expérience socio-économique acquise par les ouvriers dans les grandes grèves du printemps. Selon lui,

*« pendant toute une période, le rassemblement et l'action étaient plus faciles en ce qui concerne la liberté et la lutte pour la paix qu'en ce qui concerne les*

---

<sup>25</sup> Georges Lefranc, « Le courant planiste dans le mouvement ouvrier français de 1933 à 1936 », *Le Mouvement social*, 1966, n°54, p. 69-89.

<sup>26</sup> AD93/385J-1, chemise 8, Feuilletts dactylographiés, « Université ouvrière. Cours élémentaire d'économie politique 1934-1935. 12<sup>e</sup> leçon. La production de la plus-value (III) », p. 2.

*revendications d'ordre économique (...) le danger apparaît à gauche, chez les ouvriers qui veulent nationaliser, soviétiser, occuper les usines. (...) Notre mot d'ordre des Soviets, nous ne l'avons pas laissé tomber mais (...) nous n'avons aucun intérêt à ce que continue à se développer, en ce moment le mouvement des grèves »<sup>27</sup>.*

Quand les communistes reprochent aux planistes de faire l'économie de la révolution en oubliant la transformation des rapports sociaux et politiques de domination, les économistes de la CGT condamnent eux l'expérience économique révolutionnaire des Soviétiques. Lucien Laurat ne ménage pas ses critiques quand il déclare dans son cours à l'ISO en 1935 :

*« il est nécessaire d'examiner l'économie russe, qui est l'économie la plus complètement dirigée qu'on connaisse (prière de ne pas confondre complètement dirigée avec bien dirigée). L'économie russe n'est ni socialiste, ni dirigée par le prolétariat. Quiconque manifeste son désaccord avec la "ligne" officielle prescrite par le dictateur risque la déportation, la prison, voire la mort »<sup>28</sup>.*

Georges Albertini plaide pour l'enseignement de l'économie dans les Collèges du travail tout en dénonçant ceux qui

*« croient dur comme fer par exemple que le socialisme naîtra nécessairement du capitalisme et que Marx a tout prévu. Et cela leur suffit. L'étude de l'économie permet de montrer justement que Marx n'a pas tout prévu (...) et même qu'il lui est arrivé de se tromper »<sup>29</sup>.*

Ces désaccords conduisent le CCEO à adresser fin 1936 aux instances confédérales de la CGT un rapport établi dès octobre 1935<sup>30</sup>. Celui-ci s'oppose à une réunification des structures de l'éducation ouvrière après celles des syndicats. S'appuyant sur la Charte d'Amiens et dénonçant l'affiliation trop évidente de l'UO au PCF, les enseignants du CCEO – souvent en rupture personnelle avec le Parti – refusent leur fusion avec les Universités ouvrières.

Les savoirs sur l'économie ouvrière diffusés au cours de l'entre-deux-guerres par les réseaux du PCF et de la CGT sont donc multiples et fortement liés à la culture politique et scientifique des enseignants auxquels le Parti et le syndicat confient la mission de transmettre, mais d'abord et surtout d'élaborer, un corpus culturel et théorique en économie marxiste.

---

<sup>27</sup> AD93/3MI6-124-783, Procès-verbal du Comité central du 16.10.1936, f. 19, 32, 49, 53.

<sup>28</sup> ISO, *La crise mondiale*, Paris, 1935, p. 80.

<sup>29</sup> ISO, *Le droit au savoir. Compte rendu de la semaine d'études tenue à l'abbaye de Pontigny du 10 au 18 septembre 1938*, Paris, 1938, p. 37.

<sup>30</sup> IHS-CGT, 97CFD28-14, Relations CCEO-UO.

## II. Des anti-élites largement autonomes.

1°) Des enseignants autodidactes producteurs d'une culture économique nationale.

Victor Fay, Jean Baby, Georges Cogniot, Georges Politzer et Jacques Solomon au PCF, Lucien Laurat, Jean Duret et Georges Albertini au CCEO, sont les principaux responsables de la transmission de savoirs économiques dans les milieux marxistes de l'entre-deux-guerres. Nés entre 1897 et 1911, ils forment un groupe de jeunes enseignants dont aucun n'est diplômé en économie. Tous ont en revanche fait des études prestigieuses, à l'Université ou à l'École Normale Supérieure, voire en URSS, et répondent à l'appel de mouvements qui souhaitent proposer à leurs militants et cadres une lecture scientifique du Marx économiste. Ainsi, les enseignants en économie du PCF et de la CGT ne sont pas des économistes professionnels mais des intellectuels autodidactes. Plutôt qu'une contre-élite, luttant dans le champ académique de la science économique alors en voie d'autonomisation et de structuration<sup>31</sup>, ils forment une anti-élite, utilisant un capital intellectuel reconnu dans les domaines de la philosophie, de l'histoire ou de la physique, pour proposer une lecture autonome des textes économiques du marxisme, tout en refusant la professionnalisation en « économistes rouges ».

Le recours à des intellectuels, dont le capital militant est secondaire au regard de la mise au service du Parti de leurs compétences analytiques et pédagogiques, pèse sur la définition des contenus théoriques qui forment le corpus de culture économique transmise par le PCF. L'objectif des enseignants français auxquels le Parti demande d'intervenir sur les questions économiques<sup>32</sup> n'est pas de contribuer à une discussion internationale sur le marxisme en économie et à sa mise en œuvre pratique, au contraire des économistes soviétiques ou allemands. A la recherche d'un juste équilibre entre théorisation et propagande, Jacques Solomon définit ses cours comme des outils d'articulation d'un discours critique sur l'exploitation capitaliste telle qu'elle est vécue par les ouvriers français. Si les étudiants de l'UO apprennent l'existence de trois économies politiques distinctes (précapitaliste, capitaliste et socialiste), l'essentiel de leurs cours porte sur les seules lois de l'économie capitaliste. La nécessité de comprendre le capitalisme plutôt que d'analyser la situation lointaine et instable des ouvriers soviétiques est dictée dans l'entre-deux-guerres par l'information disponible, la demande des étudiants et le souci de conserver une dimension pratique et concrète à

---

<sup>31</sup> Lucette Le Van-Lemesle, *Le Juste ou le Riche. L'enseignement de l'économie politique, 1815-1950*, Paris, CHEFF, 2004 ; Michel Margairaz, *L'État, les finances, l'économie. Histoire d'une conversion, 1932-1952*, Paris, CHEFF, 1991 ; Ludovic Tournès, « L'Institut scientifique de recherches économiques et sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses*, 2006, n°65, p. 49-70.

<sup>32</sup> La liste des enseignants d'économie politique de l'Université ouvrière est fournie par Isabelle Gouarné, *L'introduction du marxisme en France...*, op. cit., p. 135.

l'enseignement. Dans le cours d'économie politique : « il s'agira avant tout d'étudier l'économie du pays dans lequel nous vivons : économie française. Autant que possible, tous nos arguments seront tirés de l'histoire économique de notre pays » précise Solomon. Il complète son propos en citant Marcel Gitton : « pour son action quotidienne, le communiste a besoin de deux choses qui se complètent l'une l'autre et qu'on ne saurait arbitrairement dissocier dans notre enseignement : connaître la France, connaître le marxisme-léninisme »<sup>33</sup>. L'ordre des priorités n'est pas indifférent et donne aux enseignants des marges de manœuvres dans la définition des notions et le choix des études de cas qu'ils proposent aux étudiants.

Les éditions sociales internationales avec la collection « bibliothèque marxiste » lancée en 1927, et les *Cahiers du bolchévisme*, publient dans les années 1930 de nombreux textes d'accompagnement des lectures de Marx et d'Engels, qui ne sont pas le fait des enseignants français d'économie politique<sup>34</sup>. Un manuel, *Principes d'économie politique*, écrit par Louis Ségol, paraît pourtant en 1936 et devient rapidement la référence des communistes français<sup>35</sup>. Unique synthèse en français proposant une approche marxiste de l'économie politique, l'ouvrage est vanté par Bruhat dans *L'Humanité*, ce qui assure sa large promotion.

Alors que la disponibilité de textes en français, produits par des auteurs français, vulgarisant la théorie marxiste ne progresse que lentement, les cours sont néanmoins alimentés principalement d'exemples tirés du contexte national. Jacques Solomon ne propose qu'une brève analyse de l'économie soviétique comme modèle d'économie communiste lors de sa dernière leçon du semestre en 1935. Il use en outre de ce détour pour critiquer les planistes français, plus que pour développer en détail les lois de l'économie socialiste dont l'existence autonome a pourtant été annoncée aux étudiants en début d'année.

## 2°) Un internationalisme opportuniste en économie ?

L'évidente réticence des intellectuels français chargés des enseignements d'économie politique de l'UO à sortir du couple explicitation des textes marxistes/analyse d'exemples pratiques français, suscite l'interrogation sur le degré d'internationalisme de la culture économique acquise par les militants et ouvriers. Parmi les nombreux travaux sur les circulations culturelles

---

<sup>33</sup> AD93/385J-1, chemise 4, Feuilles manuscrits, « 1<sup>ère</sup> leçon. L'économie politique. Son objet. Plan du cours », p. 3.

<sup>34</sup> Claude Penner, Bernard Pudal, « La certification scolaire communiste dans les années 1930 », *Politix*, 35/9, 1996, p. 75-76.

<sup>35</sup> Louis Ségol est probablement un pseudonyme, l'auteur reste non identifiable.

entre l'URSS et l'Europe occidentale<sup>36</sup>, peu d'enquêtes intègrent une réflexion sur la pensée économique, bien que celle-ci illustre parfaitement la manière dont « la culture soviétique n'est pas immédiatement monolithique »<sup>37</sup> et dont le « modèle » soviétique émerge lentement. L'influence des économistes mencheviks sur le Gosplan et les diverses institutions économiques de l'État soviétique jusqu'à la fin des années 1920<sup>38</sup>, puis leur élimination au profit « d'experts rouges » produisant des analyses économiques plus directement liées aux objectifs politiques du Parti<sup>39</sup>, de même que l'appauvrissement intellectuel de la pensée économique diffusée par l'Internationale sont connus<sup>40</sup>. Ces biographies professionnelles des économistes soviétiques de l'entre-deux-guerres permettent de comprendre pourquoi, au-delà de l'influence intellectuelle réelle d'Eugène Varga<sup>41</sup>, ni la pensée ni l'action économiques menées en URSS ne fonctionnent alors comme des modèles évidents pour les responsables de la construction d'une culture économique communiste en France ou en Allemagne.

Pourtant, des textes communs circulent, qui constituent le fondement de toute théorie économique communiste. Le discours élaboré par les enseignants de l'UO s'appuie ainsi sur trois sources principales. La culture économique des communistes français se construit d'abord sur les textes des « pères fondateurs ». Le *Capital* de Marx est bien sûr cité en référence, mais surtout dans les cours avancés et probablement peu lu<sup>42</sup>. Les ouvrages de Lénine *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme* et *Karl Marx et sa doctrine*, publié en 1932 par le Bureau d'éditions du PCF, ainsi que des textes plus accessibles, comme *Salaires, prix et profits* de Marx, ou le *Manifeste*, et *L'Anti-Dühring* d'Engels, forment le cœur du corpus. Vient ensuite l'apport des textes d'auteurs soviétiques qui vulgarisent les principes du communisme, comme *L'ABC du communisme* et *L'économie de la période de transition* de Boukharine et Prébrajenski, puis *La nouvelle économie* de ce dernier. D'un accès plus difficile, ils ne sont pas utilisés par les intellectuels français mais indirectement mobilisés grâce à l'écho que leur donne Varga dans ses leçons sur la crise du capitalisme, publiées régulièrement dans l'organe

---

<sup>36</sup> Sophie Coeuré, *La grande peur à l'Est*, Paris, Seuil, 1999 ; Rachel Mazuy, *Croire plutôt que voir ?*, Paris, Odile Jacob, 2002 ; Sophie Coeuré, Rachel Mazuy, *Cousu de fil rouge. Voyages des intellectuels français en Union soviétique*, Paris, CNRS Editions, 2012.

<sup>37</sup> Jean-François Fayet, *VOKS. Le laboratoire helvétique*, Georg, 2014, p. 19.

<sup>38</sup> Naum Jasny, *Soviet Economists of the Twenties. Names to be remembered*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972 ; Alessandro Stanziani, *L'économie en révolution. Le cas russe, 1870-1930*, Paris, Albin Michel, 1998.

<sup>39</sup> Thomas C. Owen, « The Death of a Soviet Science : Sergei Pervushin and Economic Cycles in Russia, 1850-1930 », *The Russian Review*, 68/2, 2009, p. 221-239.

<sup>40</sup> Serge Wolikow, « Les élites du Komintern... », *op. cit.*, p. 338, p. 344-345.

<sup>41</sup> André Mommsen, *Stalin's economist : the economic contribution of Jenö Varga*, Londres, Routledge, 2011.

<sup>42</sup> Maurice Thorez est l'un des rares dirigeants communistes français à lire et travailler le Marx économiste. Jacques Duclos reconnaît lui une lecture superficielle, cf. Claude Pannetier, Bernard Pudal, « La certification scolaire communiste... », *op. cit.*, p. 74, p. 77.

de presse du Komintern, la *Correspondance internationale*. Ainsi, le PCF affirme le caractère internationaliste de l'économie politique qu'il contribue à élaborer en son sein et à l'UO par la conformité de la bibliographie à un corpus canonique critique du capitalisme, plutôt qu'en alignant sur le fond les contenus de ses enseignements sur les différentes analyses économiques produites en URSS dans les années 1920 et 1930.

C'est à travers la mise en œuvre active d'une troisième source de réflexion théorique sur l'économie que le PCF s'inscrit dans une véritable circulation transnationale des savoirs économiques du communisme dans l'entre-deux-guerres. Les intellectuels français auxquels le Parti confie les tâches d'enseignement, mais aussi de conseil au politique, dans le domaine économique, y affirment leur caractère d'anti-élites. Refusant la théorisation en France d'une science économique communiste, ainsi que leur spécialisation étroite dans ce domaine, ils construisent leur rôle d'intellectuel de parti en passeur de savoirs acquis hors du parti, plutôt qu'en nouvel « expert rouge », dont la légitimité en procéderait toute entière et limiterait la valeur scientifique du discours. Ces savoirs communistes retravaillés viennent de l'espace allemand, « référence obligée » du système éducatif du PCF dans les années 1920<sup>43</sup>. C'est en effet sur le modèle de la *Marxistische Arbeiterschule*, fondée à Berlin en 1926 avant d'essaimer dans le reste de l'Allemagne<sup>44</sup>, que l'UO est créée.

Les enseignants français chargés de l'économie politique, dépourvus d'une formation académique dans la discipline, transmettent donc une culture économique acquise de manière autonome par leur propre lecture du texte marxiste et surtout nourrie de références empruntées au modèle allemand, plutôt que soviétique. Jacques Solomon ou Georges Cogniot, tous deux germanophones, font ainsi preuve d'un internationalisme opportuniste. Ils participent de la circulation de la culture économique communiste telle qu'elle est pensée en Allemagne dans l'entre-deux-guerres parce qu'elle leur est plus accessible et leur semble plus proche de l'objectif français d'un enseignement permettant d'analyser la situation nationale en contexte capitaliste. Jacques Solomon nourrit son cours de nombreuses notes, citations et analyses recopiées dans la revue allemande *Marxistische Arbeiterbildung*. La section d'agit-prop du PCF souligne dès 1931 l'importance du tirage de cette revue (15000 exemplaires par numéro), l'accent mis sur les questions économiques, et tente de se la procurer auprès du KPD afin de

---

<sup>43</sup> Danielle Tartakowsky, *Les premiers communistes français*, Paris, Presses de la FNSP, p. 31.

<sup>44</sup> Gabriele Gerhard-Sonnenberg, *Marxistische Arbeiterbildung in der Weimarer Zeit (MASCH)*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1976.

l'utiliser comme matériel pédagogique dans les écoles de parti<sup>45</sup>. Georges Cogniot, évoquant son enseignement à l'UO, écrit :

*« j'avais la chance d'avoir à ma disposition les cours d'économie politique de l'ancienne École marxiste de Berlin, que je m'étais procurés autrefois à l'un de mes passages dans cette ville. Ils me rendirent de précieux services »<sup>46</sup>.*

L'instabilité économique de l'URSS, qui évolue entre 1917 et les années 1930 du communisme de guerre à la planification en passant par la NEP, et l'intrication entre militantisme politique et théorie économique dans des écrits qui ne cessent d'annoncer la crise finale du capitalisme qu'ouvriers et militants n'observent pas en Occident, interdisent l'émergence d'un véritable « modèle soviétique » dans l'entreprise de production et de diffusion d'une culture économique communiste en France dans l'entre-deux-guerres. Le dynamisme ancien de la pensée économique d'inspiration marxiste en Allemagne et les réseaux intellectuels germanophones auxquels participent les communistes français assurent en revanche une réelle circulation d'une culture économique communiste entre l'Allemagne et la France.

La transformation radicale des rapports sociaux et la construction de l'*homo sovieticus* nécessitent de « faire l'économie de la révolution ». Ce mot du planiste Henri de Man recouvre une double acception. D'une part, les Soviétiques réfléchissent à une nouvelle économie politique du communisme, susceptible de légitimer les changements politiques sur un registre similaire à celui employé par les occidentaux, qui recourent de manière croissante à la science économique dans l'entre-deux-guerres pour légitimer la démocratie libérale capitaliste. D'autre part, les communistes français, incapables de recevoir ce discours scientifique par ailleurs en inadéquation avec la perception ouvrière de la situation du capitalisme en France, font l'économie de la révolution au sens où ils la diffèrent.

Cette discordance construit des marges de manœuvre pour des intellectuels de parti, qui refusent encore de se spécialiser et de devenir une contre-élite productrice d'un corpus scientifique communiste en économie. L'espace transnational du communisme dans l'entre-deux-guerres ne produit pas encore « d'économistes » professionnels et tolère une polyphonie des discours économiques du communisme, surprenante au regard de la centralité de la réflexion économique dans la pensée marxiste, et originale eu égard à l'évolution de la situation dans la guerre froide.

---

<sup>45</sup> AD93/3MI6-68-452, *Agit-prop et luttes économiques*.

<sup>46</sup> Georges Cogniot, *Parti pris*, tome 1, Paris, Éditions sociales, 1976, p. 236.